

Compte rendu du séminaire UA SNES des 19 et 20 octobre 2016

Ce séminaire avait différents points à son ordre du jour avec un fil conducteur : la crise de la représentation, qu'elle soit syndicale avec les difficultés de la CGT notamment, ou politique.

1- Intervention de Leila de Comarmond, journaliste aux Echos

L. De Comarmond nous a éclairé sur les évolutions actuelles de la CGT en partant du dernier conflit syndical contre la Loi Travail, avec selon elle une difficulté de la confédération à "engranger les avancées » tout en organisant les mobilisations, ce qui est pourtant le marqueur du syndicalisme CGT et d'ailleurs celui porté par Unité et Action dans la FSU par la même occasion. C'est la traduction d'une difficulté conjoncturelle de cette forme de syndicalisme, coincé entre l'opposition systématique et le syndicalisme d'accompagnement, pour ce qui concerne la CGT c'est aussi la traduction de luttes de pouvoir internes qui sont au plus haut en ce moment.

La CGT n'a pas mis en avant son travail sur la sécurité sociale professionnelle, elle s'est donc retrouvée dans une pseudo radicalité.

La CGT reste profondément marquée voire meurtrie par l'affaire Lepaon pendant laquelle elle a été attaquée sur ses valeurs. Mais la crise était ouverte bien avant, avec la manière dont Thibaut avait mené sa succession. La thèse de Leila de C est que la direction de la CGT s'est en quelque sorte « repliée sur elle même », vivant dans la peur de l'opposition interne, écartant donc certains militants et ayant du mal à accepter les nouvelles formes de mobilisation sur lesquelles le syndicalisme doit pourtant absolument se pencher (exemple : attitude ambiguë face à la pétition lancée par Caroline De Hass).

La mobilisation Loi Travail a été révélatrice de cela, la CGT y a réactivé un certain nombre de mythes syndicaux, la « levée du peuple », alors que la mobilisation a été moyenne en réalité. On a pu avoir l'illusion d'une force de la CGT à la vue des cortèges, mais attention, l'image de la CGT dans le grand public s'est encore dégradée si on en croit les sondages récents (Le Parisien).

Le soutien massif des français à la contestation contre la loi Travail est cependant très enraciné

Sur FO, on peut dire que JC Mailly « tient » son organisation, parce qu'il a plus ou moins accepté des formes d'autonomie, les fédérations du privé par exemple sont dans un dialogue permanent avec le patronat.

L'organisation est cependant contrainte par son extrême gauche, mais le conflit loi Travail lui va bien car la lutte contre l'inversion de la hiérarchie des normes fait partie de ses fondamentaux. JC Mailly a beaucoup mieux joué la séquence médiatique de la loi Travail, même si les troupes dans la rue étaient CGT, au final pour la population ce qui en ressort est plus positif pour FO. Mailly est un « bon client » des média, il a des formules que reprennent les journalistes, il faut d'ailleurs que le syndicalisme en

général réfléchisse sérieusement à ses stratégies de communication. Martinez s'adresse plus à l'interne de la CGT, cf nombreuses interviews à l'Huma, il en donne peu ailleurs.

Dans le fond, la CGT n'a pas remplacé la colonne vertébrale politique par autre chose. La CGT a toujours fait des compromis, comme la cfdt mais avec en plus du compromis la création du rapport de force. Or, au dernier congrès, il y a eu un débat sur le mot « compromis », le mot a été hué au congrès.

Dans la CGT, la réflexion semble interrompue sur le syndicalisme rassemblé et sur la possibilité de se syndiquer quand il n'y a pas de section sur le lieu de travail. Le problème du rapprochement CGT / FSU n'est pas abordé dans la CGT, ou alors quand c'est envisagé, c'est avec une CGT qui rassemblerait les « petits » syndicats.

Ceci dit, on doit aussi voir que la stratégie de Valls qui est de s'appuyer sur la CFDT ne fonctionne pas non plus : le score dans les sondages de Mélenchon, montre qu'aujourd'hui la stratégie du gouvernement échoue.

Dans la discussion, plusieurs aspects ont été évoqués :

- Risque de sectarisme, de dogmatisme, d'auto persuasion, assez inquiétant et désolant.
- Nouvelles règles de calcul de la représentativité n'ont-elles pas un effet pervers qui conduit non pas à construire de l'unité pour peser sur les employeurs mais au contraire à surjouer les divisions quitte à se caricaturer soi-même ?
- Qu'est ce que l'action syndicale aujourd'hui ? On a du mal à mobiliser en pour.
- Propension à signer des accords ne bouge pas, est toujours à un niveau élevé, dans les entreprises, le travail unitaire est donc largement développé.
- Echech du mouvement contre la loi Travail ne tient-il pas d'abord aux conditions de travail dégradées, avant on s'attaquait à des protections qui étaient universelles, ces protections ne sont plus une réalité pour beaucoup de salariés. Attention cependant à ne pas exagérer là dessus, 75% des salariés sont en CDI, même si l'accès au CDI est de + en + long et qu'on ne sait pas ce dont demain sera fait.

- UNSA : joue le pragmatisme. Autant la cfdt assume son réformisme parfois jusqu'à « l'avant-gardisme » contre l'opinion majoritaire des personnels, autant l'unsa sait à certains moments se poser en contre quand « sent » le terrain bouger.

- l'extrême-gauche est en train de s'effiloche (LO, LCR, ...etc), certains veulent se refaire une santé dans le syndicalisme. Cf les « rouges vifs » dans l'UD CGT à Marseille.

- Difficulté face à un gouvernement socialiste, des interlocuteurs gouvernementaux qui affirment représenter le peuple au travail autant que les syndicats.

2- Discussion sur la FSU, avec les problèmes des CFR et sur le secrétariat général en vue des élections professionnelles et du congrès de décembre 2019.

Des tensions dans la constitution des CFR,

par exemple en Nouvelle Aquitaine mais des tensions existent partout et sont révélatrices des difficultés de fonctionnement de la fédération, sur laquelle se greffe la difficulté liée à la mise en place de grandes régions :

- UA fédéral ne fonctionne pas suffisamment : le refaire fonctionner
- exemple avec la nouvelle région Aquitaine : EE a revendiqué une place plus importante, mais il y a aussi d'autres difficultés, par exemple l'objectif affiché par le SNUEP Bordeaux de développer le SNUEP en Poitou : *quid* des alliances FSU / CGT qui y avaient été possibles notamment grâce à la quasi absence du SNUEP ?

Au niveau national :

Le séminaire a débattu de la nécessité de recentrer la campagne des élections pro de 2018 sur la pratique professionnelle des agents. Par ailleurs, nous avons abordé la question de l'équipe de direction de la FSU qui va mener la séquence « élections pro / congrès ».

Le congrès doit avoir lieu fin 2019 pour, pendant un an, de fin 2018 à fin 2019, avoir une analyse des élections professionnelles qui permette de préparer le congrès.

3- Nicolas Rousselier sur la crise de la représentation politique replacée dans le temps long et dans la perspective des rapports entre l'exécutif et le législatif.

Nous avons demandé à Nicolas Rousselier, historien professeur à Sciences Po et auteur de *La force de gouverner*, de venir parler de ses travaux pour nourrir notre réflexion sur la crise de la représentation politique.

L'idée force qu'il a développée est que, dans le système III^o République, les représentants étaient d'une certaine manière élus pour faire « face » à l'exécutif, quasiment dans l'idée d'Alain du « citoyen contre les pouvoirs », ensuite, l'exécutif a progressé, bien avant De Gaulle, la période actuelle étant marquée par le fait que le législatif comme l'exécutif sont faibles.

Une démocratie est forcément en crise, il y a forcément une coupure représentants / représentés, il y a toujours un « spectacle » de la contestation et des divisions.

Le parlement est au centre des institutions. Les crises ministérielles génèrent un sentiment antiparlementaire dès le départ. Le parlement a sans doute échoué, par rapport à ce que rêvaient les républicains : « la nation assemblée ». Importance symbolique des lieux : idée républicaine que le seul prestige politique devait être concentré sur l'assemblée, que le palais devait être réservé à l'Assemblée.

Mais sous la III^o République, les crises ministérielles ne sont pas des dysfonctionnements, elles sont un mode de régulation. La majorité parlementaire prime, et beaucoup de ministres restent.

Le travail législatif se fait dans les commissions parlementaires, l'expertise est parallèle au parlement. Tout un règlement du travail en commissions.
Exemple : pour l'élaboration de la loi de 1905 : capacité du travail parlementaire + effacement de l'exécutif, qui pendant l'élaboration de la loi de 1905 change 3 fois, la commission, elle, est stable. Le parlement a d'une certaine manière imposé la séparation à l'exécutif.

+ Dans une démocratie, ne pas avoir peur de la défiance. Cf Alain : les représentants ne sont pas là pour nourrir l'exécutif, mais pour le contester : « le citoyen contre les pouvoirs », vaut aussi pour les députés qui doivent contester l'exécutif.

Véritable crise de la loi : remise en cause du parlement se fait par l'opinion dans les années 30, aussi car le parlement a botté en touche et se défait de plus en plus sur l'exécutif à cette période, les fameux « décrets lois ». Blum utilise lui la loi cadre : un débat général, donc + respectueux du parlement, mais le détail est accaparé par le gouvernement, donc sur le fond c'est la même logique.

Le mot de politique publique : en 1935, apparaissent les premières politiques économiques : Laval est le 1^o : une politique de déflation, réduction 10% les salaires

des fonctionnaires. Blum fait l'inverse du point de vue de l'expertise éco (reflation), mais dans la pratique, les 1^o politiques économiques court-circuitent le Parlement : idée du gouvernement « opérationnel », à la place de la loi. + Influence nouvelle du modèle militaire. 35 est aussi le moment de l'installation du gouvernement à Matignon : un modèle d'état major, confirmé ensuite par De Gaulle. Idée qu'on agit sur l'économie comme sur un terrain de bataille. Se confirme sous la IV^o République, soutenu par une nouvelle haute fonction publique largement modernisée, des hauts fonctionnaires à qui on ne demande plus d'être dans la routine, mais être innovateurs.

V^o : sauf pour la conception du président, la V^o est l'officialisation d'une transformation qui a donc déjà eu lieu : le « modèle Matignon », c'est à dire le pouvoir expert du 1^o Ministre et de son secrétariat général. + le « parlementarisme rationalisé » dès les années 30.

De Gaulle apporte l'idée présidentielle. Double lame : la force de Matignon pour faire marcher la boutique, et la « tour de contrôle » présidentielle.

Aujourd'hui : quelle spécificité de la crise de la représentation ?

Pour la 1^o fois, conjonction faiblesse du parlement et crise de l'exécutif. Faiblesse parlement pas une surprise

Cette faiblesse n'a pas fait diminuer l'antiparlementarisme, au contraire.

Mauvaise image s'est aggravée car la politique publique se caractérise par l'intervention de différents acteurs : une séquence parlementaire, peut être faible et être concurrencée par d'autres séquences. Crise de la loi car n'a plus le sens qu'elle pouvait avoir, absorbée dans une politique publique beaucoup plus large qui est une forme de prise de décision permanente.

La démocratie parlementaire a externalisé des fonctions qui pouvaient lui revenir : expertise, présentation à l'opinion, ...etc

Crise de l'exécutif = c'est cela qui est nouveau : perte d'efficacité face aux forces économiques, difficile à dater : depuis mise en place du quinquennat ? Depuis l'hyperprésidence et la présidence normale qui sont toutes deux un échec ?

Crise de l'incarnation. Le pouvoir exécutif dans son format gaullien s'est fait dépouiller.

En revanche, un logiciel qui n'a pas changé : l'investissement, y compris affectif, dans l'élection du président. Succès médiatique et populaire de l'élection, y compris les primaires. C'est d'ailleurs peut être le dernier atout du système représentatif, celui qui permet de relier le pouvoir à la légitimité. Le périmètre du pouvoir, lui, a beaucoup changé.

Quelles propositions ? Question de la VI^o République : penser qu'il suffit de changer les règles du jeu ne va pas : aller plutôt voir du côté du modèle d'organisation.

Pour De Gaulle, il n'était pas question que l'élection présidentielle se fasse sur un programme, il s'agissait davantage dans son esprit de poser une question de confiance globale, pas de détailler un programme, on pourrait aussi donner l'image

de la proposition aux français d'une grande loi cadre, à charge ensuite pour l'exécutif de la mettre en oeuvre. Il s'est trompé car l'élection présidentielle a créé ce lien, et donc aujourd'hui elle se fait sur des programmes.

Il faudrait relégitimer le politique par un transfert d'expertise de l'exécutif vers le législatif.

Critique du phénomène de consultation. Démocratie participative est parfois ce qu'il y a de pire, le simple gouverné se rend compte que non seulement il n'a eu aucune influence sur la prise de décision, mais en plus qu'il s'est agi de repérer les opposants quand on l'a « consulté ». Limites de « Nuit Debout ».

Dans la crise actuelle, le pouvoir fait semblant de consulter. Le compromis est déjà déterminé à l'avance, cf conférences sociales, ...etc. Une démocratie de façade, c'est pour cela que les organisations syndicales peuvent parfois être perçues comme faisant partie de ce pouvoir au sens large.

Dans la puissance de l'exécutif, un rôle joué par les syndicats ; des années 30 aux années 50, la gauche syndicale a eu tendance à soutenir le passage à la démocratie exécutive, moyen + rapide et + efficace d'installer des lois sociales, le parlement bourgeois ayant pris trop de temps à faire passer des lois sociales. Une conversion à l'Etat fort d'une partie de la gauche s'est faite ensuite. Mendes était contre la V^o mais était pour une démocratie exécutive, entre les mains d'un Premier Ministre. Et il disait qu'on allait compenser par les syndicats / la consultation. Les syndicats participant à cette démocratie de la consultation ont donc acquis une image institutionnelle.

Dans la discussion avec la salle:

- Problème de l'expertise qui finit en lobbysme et aussi en dépossession des citoyens.
- Toujours avoir en tête que l'objectif des institutions n'est pas la représentation des salariés. Après chaque élection, il y a en effet la volonté de « désarmer » le mouvement social, que ce soit Mitterrand (« l'état de grâce » a correspondu à cela) ou la droite. Cela retire le champ économique de la possibilité d'action des citoyens, dans les entreprises par exemple.
- Rôle de l'ENA ? Formation très particulière de la technocratie à la française.
- Développement des collectifs : comme si pour monter un mouvement, il fallait se dégager des « corps intermédiaires » vers lesquels on se retourne quand ils ont les moyens d'agir.

- Attention à ne pas survaloriser le « succès médiatique » de l'élection présidentielle, l'abstention dans les banlieues est toujours aussi importante
- « Nuit debout » : en creux, on y saisit ce que la représentation a de nécessaire, car c'est le comble de la démocratie participative mais sans débouché.
- La question institutionnelle sera-t-elle abordée dans les élections ? On peut craindre que non, les candidats de droite n'abordent jamais cette question car ils ont besoin de la « force de gouverner » + on est dans un moment d'attente de sécurité donc il s'agit pour eux de ne pas donner l'impression de diminuer l'outil qu'ils vont ensuite utiliser.
Le FN est un parti qui augmente, pas de primaires, pas de débats contradictoires dans son congrès, mode de fonctionnement autoritaire. Image homogène, absence de démocratie, or le FN en profite, ce qui en dit long sur l'état d'une partie de l'opinion.

4- Interventions du SNES dans le débat public

- insister sur le caractère national de l'éducation, ne pas dissocier métiers / service public

L'attention que nous (les enseignants / les fonctionnaires) porte le FN doit être regardé de près, déconstruire son discours.

Thème de la violence à l'école va nous « coller aux basques », préoccupation qui monte, c'est compliqué pour nous à traiter, constat qu'on est obligés de faire parce que les collègues le font mais manière dont on en parle peut aller vers la demande de « retour à l'autorité ».

Comment faire vivre les questions d'éduc pendant la campagne ?

Colloque des 6 et 7 décembre : globalement interventions des personnalités seront entrecoupées de témoignages de collègues.

Faire une plaquette sur ce que porte le snes, tant pour les jeunes que pour l'éducation.

Communication au quotidien avec les collègues, campagnes de mails. Faire vivre l'observatoire collègue.

Le lycée